

(N° 149)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1923-1924.

Projet de loi relatif à la constitution d'une Association Nationale des Industriels et Commerçants pour la réparation des Dommages de Guerre ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. **TIBBAUT**.

MESSIEURS,

Toutes les sections ont approuvé le projet de loi : votre Section centrale l'a adopté à l'unanimité et elle a exprimé le vœu de voir déposer d'urgence le rapport afin de permettre à la Chambre d'aborder cet objet dans une de ses prochaines séances.

L'exposé des motifs met en relief l'intérêt qu'a le pays industriel à voir substituer à une solution provisoire, pleine d'incertitude, une solution définitive assurant aux sinistrés industriels et commerçants le paiement des dommages et permettant à la Trésorerie d'en assumer aisément les charges.

La Société Nationale du Crédit à l'Industrie avait répondu à l'appel du Gouvernement en prêtant son concours financier à la restauration industrielle du pays. Elle avait fait aux sinistrés industriels et commerçants des avances à concurrence du montant intégral des titres de dommages de guerre échéant le 1^{er} janvier 1925.

Ces avances, qui atteignent la somme d'environ deux milliards, étaient faites sous forme d'escompte de promesses à 6 mois au taux de 5,50 %. Comme d'autre part, les sinistrés étaient crédités de l'intérêt sur les titres de l'État donnés par eux en gage, soit 4,90 % (5 % moins l'impôt), l'opération ne leur coûtait que 0,60 %.

Le Gouvernement, dans l'Exposé des motifs, tient à rendre hommage aux services rendus par cette intervention de la Société Nationale de Crédit à l'Indus-

(1) Projet de loi, n° 106.

(2) La Section centrale, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. STRAUS, DE GÉRARDON, ANSERLE, GOLENYAUX, VAN HOEYLANDT et TIBBAUT.

trie. Elle n'a pas peu contribué à hâter la restauration de la Belgique, à lui assurer du travail régulier et à lui donner l'aspect d'un pays industriel robuste, bien outillé, plein d'activité, confiant dans son avenir économique.

Mais cette solution, toute provisoire, avait un double défaut. D'une part, l'industrie vivait dans l'incertitude du renouvellement semestriel des promesses, et d'autre part, le Trésor se trouvait placé devant l'obligation de payer les titres des dommages de guerre le 1^{er} janvier 1925.

Il fallait assurer au sinistré un paiement exempt d'aléas et permettre au Trésor de s'acquitter de ses obligations par voie d'amortissement.

C'est ce que réalise la combinaison proposée par le Gouvernement. Elle est aussi élégante que pratique et elle fait honneur à la Société Nationale du Crédit à l'Industrie, qui l'a suggérée.

Les industriels et commerçants sinistrés, qui ont des titres de dommages de guerre, créent entre eux une association qui jouit de la personnalité juridique. Ils souscrivent dans l'association, sans solidarité, le capital correspondant aux titres de dommages de guerre qu'ils possèdent et qu'ils lui cèdent. De plus, ils prennent l'engagement, d'ailleurs rachetable, de lui payer, pendant trente ans, une contribution de 0.60 % ou de 6 ‰ représentant le coût actuel de l'escompte des promesses.

De son côté, l'Association Nationale, à l'exemple de la Coopérative Nationale des Dommages de Guerre, avec les exemptions fiscales lui concédées, emprunte, sous forme d'obligations amortissables en trente ans, les fonds nécessaires au paiement des titres qui lui ont été cédés par les associés. Elle aura d'autant plus de facilités pour le placement de ses obligations qu'elle peut s'adresser pour partie aux capitaux qui ont été réunis en vue des avances faites par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et qui peuvent garder leur affectation sous une autre forme. Elles offrent d'ailleurs des garanties de premier ordre : la signature de l'État et le fonds social constitué par les engagements des associés sinistrés.

Le Trésor déchargera des obligations émises l'Association Nationale, par des annuités échelonnées sur trente ans. La dette devient annuitaire. La dotation annuelle qui sera inscrite au Budget de la Dette publique, sera encore allégée par l'engagement des associés de payer une contribution annuelle de 0.60 %, soit, sur deux milliards, la somme de 12,000,000. Elle ne comporterait, pour un capital de deux milliards, qu'une somme de 134,753,000 francs, soit un supplément de 34,753,000 francs aux millions déjà dus, du chef de l'intérêt annuel.

Le double but visé par le projet de loi se trouve ainsi pleinement atteint. Le sinistré industriel et commerçant échappe à l'incertitude du renouvellement semestriel des promesses et l'État amortit en trente ans sa dette échéant le 1^{er} janvier 1925.

*
* * *

Des membres se sont demandé si le projet de loi n'aura pas pour effet d'empêcher la revision éventuelle de certains jugements accordant des réparations exagérées. Mais le projet de loi ne touche pas aux droits des sinistrés ; il ne les

affecte ni pour le présent, ni pour l'avenir; il ne concerne que le mode de paiement, qu'il stabilise pour le sinistré et qu'il rend plus aisé pour le Trésor.

On s'est aussi préoccupé des dépenses nouvelles que pouvait entraîner l'organisation proposée; mais il ne saurait être question de créer des bureaux et des services nouveaux avec un état-major de fonctionnaires; et les administrateurs ne toucheront que des jetons de présence dont le montant est fixé par le Gouvernement. Les Ministres des Finances et des Affaires Économiques veilleront à une saine compression.

* * *

Le Gouvernement a rendu hommage à l'esprit de coopération et de sacrifice qui a poussé les sinistrés industriels et commerçants à s'associer pour une œuvre de consolidation intéressant l'avenir du pays.

La Section centrale a l'honneur de proposer à la Chambre le vote du projet de loi, qui marque une étape dans la solution du problème obsédant des réparations, posé par le refus obstiné de l'Allemagne d'exécuter ses obligations, et qui montre une fois de plus que la Belgique, si elle n'entend abandonner aucun de ses droits, n'en compte pas moins sur elle-même.

Le Rapporteur,
EMILE THIBBAUT.

Le Président,
EMILE BRUNET.

47

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1923-1924.

Ontwerp van wet betreffende de oprichting eener Nationale Vereeniging van Handelaars en Nijveraars voor het herstel der Oorlogsschade ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER TIBBAUT.

MIJNE HEEREN,

Al de afdeelingen hebben het wetsontwerp goedgekeurd; uwe middenafdeling heeft het met eenparigheid van stemmen aangenomen en den wensch uitgedrukt, dat het verslag zoo spoedig mogelijk zou worden ingediend ten einde de Kamer toe te laten in eene harer eerstkomende vergaderingen met de bespreking aan te vangen.

De Memorie van Toelichting wijst er op, hoe groot belang de nijverheidsstroken erbij hebben, dat eene voorloopige, volstrekt onzekere oplossing plaats zou maken voor eene definitieve oplossing, waarbij aan de geteisterde industrieelen en handelaars, de betaling der door hen geleden schade wordt verzekerd en de Thesaurie in staat gesteld om zonder bezwaar de lasten ervan te dragen.

De Nationale Maatschappij voor Nijverheidscrediet, beantwoordend aan den oproep der Regeering, had haren geldelijken steun tot herstel van 's Lands nijverheid verleend. Zij had aan de geteisterde industrieelen en handelaars, voorschotten toegestaan tot beloop van het geheel bedrag der titels van oorlogsschade met vervaldag op 1 Januari 1925.

Deze voorschotten, die de som van ongeveer twee milliard bereiken, werden gedaan onder vorm van disconto van promessen op zes maanden tegen 5.50 t. h. interest. En vermits, anderzijds, de geteisterden over den interest beschikten van de Staatseffecten, welke zij als waarborg hadden gegeven, hetzij 4.90 t. h. (5 t. h. min de belasting) kostte hun de verrichting slechts 0,60 t. h.

(1) Wetsontwerp, n^o 106.

(2) De Middenafdeling bestond uit de heeren BRUNET, voorzitter, STRAUS, DE GÉRARDON, ANSÉELE, G OLENVAUX, VAN HOEYLANDT, TIBBAUT.

In de Memorie van Toelichting houdt de Regeering eraan hulde te brengen aan de Nationale Maatschappij voor Nijverheidscrediet voor de bewezen diensten in deze zaak. Zij heeft veel bijgedragen tot België's herstel met den arbeid in 't land regelmatig te verzekeren en ons aldus het aanschijn te geven van een sterk, wel toegerust, bedrijvig industrieel land dat vertrouwen heeft in de economische toekomst.

Deze gansch voorloopige oplossing had echter een tweevoudig gebrek. Eenerzijds verkeerde de industrie in de onzekerheid of de promessen steeds om het halfjaar zouden vernieuwd worden; anderzijds stond de Schatkist tegenover de verplichting, de titels van oorlogsschade den 1^{er} Januari 1925 uit te betalen.

Men moest er toe komen, aan den geteisterde eene betaling, zonder wisselvalligheden, te verzekeren, en de Schatkist in staat te stellen hare verplichtingen na te komen door middel van aflossing. Dit wordt verwezenlijkt door hetgeen de Regeering voorstelt te doen. En dit is zoo fijn als practisch en strekt tot eer van de Nationale Maatschappij voor Nijverheidscrediet, welke die gedachte ingaf.

De geteisterde nijveraars en handelaars die titels van oorlogsschade bezitten, maken onder elkaar eene vereeniging uit welke rechtspersoonlijkheid geniet. Zij onderschrijven in de vereeniging, zonder solidariteit, het kapitaal dat overeenstemt met de titels van oorlogsschade welke zij bezitten en die zij haar afstaan. Daarenboven gaan zij de verbintenis aan, welke trouwens kan teruggekocht worden, haar gedurende dertig jaar een bijdrage te betalen van 0.60. % of 6. %₀₀₀, als waarde van den huidige prijs van de disconteerling der promessen.

Harerzijds ontleent de Nationale Vereeniging, naar het voorbeeld van de Nationale Cooperatief voor Oorlogsschade en met de haar toegestane fiskale vrijstellingen, — onder den vorm van in dertig jaar aflosbare obligaties — de noodige gelden tot uitbetaling der titels welke haar door de vennooten zijn afgestaan geworden. Het zal haar des te gemakkelijker zijn deze obligatiën te plaatsen, daar zij zich gedeeltelijk kan wenden tot de kapitalen welke werden samengebracht met het oog op de voorschotten gedaan door de Nationale Maatschappij voor crediet aan de Nijverheid en die hunne bestemming onder een anderen vorm kunnen behouden. Overigens bieden zij allereerste waarborgen aan : de onderteekening door den Staat en het maatschappelijk fonds gevestigd door de verbintenissen der geteisterde geassocieerden.

De Nationale Vereeniging zal door de Thesaurie van de uitgegeven obligaties worden ontlast door over dertig jaar verdeelde annuïteiten. De jaarlijksche dotatie welke op de Begroeting der Openbare Schuld zal worden gebracht, wordt nog verlicht door de verbintenis der geassocieerden om een jaarlijksche bijdrage te betalen van 0.60 t. h. of, op twee milliard, de som van 12 miljoen frank. Voor een kapitaal van twee milliard zou zij slechts eene som van 134,753,000 frank omvatten, of een toeslag van 34,753,000 frank op de 100,000,000 frank reeds verschuldigd uit hoofde van den jaarlijkschen interest.

Het tweevoudige doel van het wetsontwerp is alzoo geheel bereikt. De geteisterde industrieel of handelaar ontsnapt aan de onzekerheid van de halfjaarlijksche hernieuwing der promessen, en de Staat delgt in dertig jaar zijne schuld welke op 1 Januari 1925 vervalt.

Door eenige leden werd de vraag gesteld of het wetsontwerp niet voor gevolg zal hebben de herziening te beletten van sommige vonnissen die al te overdreven vergoedingen toekennen. Het ontwerp raakt echter niet aan de rechten van de geteisterden; het benadeelt hen noch voor thans noch voor later. Het slaat enkel op de wijze van betaling, waaraan het voor den geteisterde een vasten vorm geeft, en die het gemakkelijker maakt voor de Schatkist.

Men heeft ook onderzocht welke nieuwe uitgaven de voorgestelde regeling kon vergen. Daar kan echter geen sprake zijn van nieuwe bureelen, nieuwe diensten met een staf van ambtenaren. En de beheerders zullen enkel zitpenningen trekken waarvan het bedrag door de Regeering wordt vastgesteld. De Ministers van Financiën en van Economische Zaken zullen er over waken dat de noodige zuinigheid wordt in acht genomen.

. . .

De Regeering heeft hulde gebracht aan den geest van samenwerking en van opoffering die de geteisterde industrieelen en handelaars er toe heeft aangezet eene vennootschap te sluiten voor een werk van consolidatie waarin de toekomst van het land is betrokken.

De Middenafdeeling heeft de eer aan de Kamer voor te stellen het wetsontwerp goed te keuren. Het is een stap verder naar de oplossing van het lastige vraagstuk der schadevergoedingen, dat voor ons gesteld blijft ten gevolge van de weigering van Duitschland zijne verplichtingen na te komen, en dat eens te meer aantoonst dat België, al laat het niets vallen van zijne rechten, daarom niet minder op zich zelf rekt.

De Verslaggever,
EM. TIBBAUT.

De Voorzitter,
EM. BRUNET.
